

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

PREFECTURE
DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Communauté de Communes du Charolais

Site à Vendennesse-les-Charolles
« Bois de Molaise »

N° 2014 071 - 0012

VU le code de l'environnement, notamment son livre V et les articles L.171-6 à L.171-8, L.511-1 et L.541-30-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 16 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique 2716 (installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes) ;

VU l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;

VU l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

VU la déclaration d'antériorité du 10 août 2012 complétée le 5 octobre 2012 de la communauté de communes du Canton de Charolles relative à la modification de la nomenclature, précisant la nature et le volume des activités exercées au lieu-dit « Bois de Molaise » sur le territoire de la commune Vendennesse les Charolles ;

VU le courrier du préfet du 12 décembre 2012 donnant acte de la déclaration d'antériorité de la communauté de communes du Canton de Charolles pour les activités soumises au régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 2710-1, 2710-2 et 2716-2 de la nomenclature des installations classées ;

VU le courrier de l'inspecteur des installations classées adressé à l'exploitant le 14 février 2014, faisant état des non-conformités relevées lors de l'inspection du site du 5 février 2014 ;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 05 février 2014 a mis en évidence que la communauté de communes du Charolais exploite au lieu-dit « Bois de Molaise » du territoire de la commune de Vendennesse les Charolles une installation de collecte de déchets non dangereux dont le volume de déchets non dangereux collectés dans l'installation est supérieur à 600 m³, l'exercice de cette activité relève du régime de l'autorisation au regard de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 05 février 2014 a mis en évidence que la communauté de communes du Charolais exploite au lieu-dit « Bois de Molaise » du territoire de la commune Vendennesse les Charolles une installation de collecte de déchets inertes ; l'exercice de

cette activité étant soumise à autorisation au regard de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 05 février 2014 a mis en évidence que les conditions d'exercice des activités sus mentionnées peuvent présenter des dangers ou des inconvénients vis-à-vis des intérêts à protéger énoncés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 05 février 2014 a mis en évidence que la communauté de communes du Charolais ne respecte pas plusieurs prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux installations exploitées sous le régime de la déclaration ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire;

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La communauté de communes du Charolais, située 17 rue des Provins – 71120 CHAROLLES est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Vendenesse les Charolles lieu-dit « Bois de Molaise », de régulariser sa situation administrative **sous 6 mois**, à compter de la signature du présent arrêté en déposant un dossier de demande d'autorisation prévu par les articles L.512-1, L.512-2 et L.541-30-1 pour l'ensemble des activités exercées.

ARTICLE 2

La communauté de communes du Charolais, située 17 rue des Provins – 71120 CHAROLLES est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Vendenesse les Charolles lieu-dit « Bois de Molaise » :

- **sous 2 mois** à compter de la signature du présent arrêté de respecter les prescriptions des arrêtés ministériels du 27 mars 2012 applicables aux installations classées de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par leur producteur initial pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2710, notamment les articles 2.2 (locaux entreposage de déchets dangereux), 2.6 (rétention des aires et locaux de travail), 5.5 (prévention des pollutions accidentelles) et 7.5 (déchets d'amiante) ;
- **sous 8 jours** à compter de la signature du présent arrêté de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 16 octobre 2010 applicable aux installations classées de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2716, notamment l'article 7.2.2 (stockage des déchets).

ARTICLE 3

En cas d'inobservation des dispositions des articles 1 et 2 il pourra être fait application des procédures mentionnées à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 5 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la Préfecture, M. le sous-préfet de Charolles, M. le Maire de Vendennes les Charolles, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Mâcon, le

12 MARS 2014

Le préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN